

LA GUERRE DES CLASSES

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ
www.lesamisdelegalite.org

bulletin n° 17

printemps 2010
lesamisdelegalite@free.fr

PAR PROCURATION UN PEUPLE QUI SE FAIT REPRÉSENTER EST UN PEUPLE À GENOUX !

Procurator : Acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir d'agir en son nom.

Donner à un autre le pouvoir d'agir en son nom, c'est abandonner à un tiers son propre pouvoir d'agir. Cela n'a rien à voir avec le choix d'un délégué qui nous représente sur la base d'un accord, celui-ci ayant le devoir d'exprimer le contenu de cet accord, et devant rendre des comptes à ceux qui l'ont délégué.

Comment fonctionne notre société prétendument démocratique ? Quels sont les domaines où nous n'avons pas abandonné à d'autres le pouvoir d'agir en notre nom ?

Nous ne chantons plus. Nous donnons procurator à des chanteurs de le faire à notre place ! *'Pour nous rendre muet on nous donne des stars'* (G. Servat)

Nous ne pensons plus. Nous donnons procurator à des penseurs, à des philosophes - bidon de penser pour nous !

Nous ne réfléchissons plus. Nous donnons à des scientifiques et à des experts le soin de réfléchir pour nous sur des sujets aussi importants que le nucléaire, les nano-technologies, les organismes génétiquement modifiés !

Nous ne bandons plus. Nous donnons procurator à des acteurs de faire semblant de s'enfiler devant des caméras, et cela nous maintient en vie !

Nous ne crions plus. Nous donnons procurator à des 'lanceurs d'alertes' le soin de crier à notre place que tout va mal, que c'est intolérable !

Nous ne nous battons plus pour vivre. Nous donnons procurator à des combattants de le faire pour nous ; et s'ils gagnent c'est un peu notre victoire. S'ils se mangent des coups tant pis pour eux !

Nous ne vivons plus. Nous donnons procurator aux riches de vivre nos fantasmes; ils le font très bien et eux, ils semblent avoir les moyens de le faire !

Nous ne faisons plus de politique. Nous donnons procurator aux partis qui magouillent de prendre leurs responsabilités à notre place; ils le font très mal, mais ils sont là pour ça !

Nous ne faisons plus l'amour pour avoir des enfants. Nous donnons procurator à la science d'en fabriquer pour nous dans des éprouvettes. C'est plus propre, et si ça ne marche pas, nous en adoptons de toutes les couleurs !

Nous ne... STOP ! Nous sommes encore obligés d'aller pisser tout seuls, et cela occupe déjà beaucoup de notre temps. Nous consommons de tout : du Bio, de l'information, du Bio, des alertes sur les catastrophes à venir, du Bio, des conférences sur tout et n'importe quoi à partir du moment où cela ne nous engage à rien, mais vraiment à rien du tout !

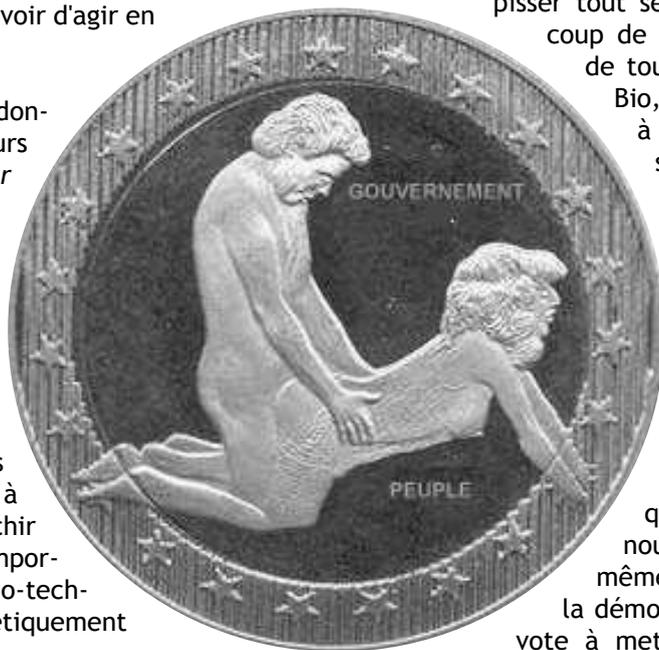
Ah, il ne faut pas oublier la démocratie et son expression unique en ce début de 21ème siècle: **le vote.**

Nous avons à peine effleuré la question avec la politique que nous abandonnons aux partis du même nom. À écouter tous les médias, la démocratie se réduit à un bulletin de vote à mettre dans la fente, et on peut même voter par procurator, si, si !

Ce qui se passe avant le vote : objet du vote, mode de scrutin, financement des partis, etc, n'a pas l'air de faire partie de la démocratie. Et ce qui se passe après le vote, le fait d'en prendre pour 5 ou 4 ans sans pouvoir rien dire, ne fait pas partie non plus de la démocratie. Ça, nous l'avons remarqué !

Cette illusion démocratique réduite à une fente et un isoloir de fortune où heureusement il y a du papier, ne nous pose pas problème puisque nous avons déjà abandonné tout ce qui pouvait constituer notre vie.

Mais qu'on ne nous prive pas du papier ! Il paraîtrait qu'il



y a des pays où ils n'ont même pas cela. Et que certains vieux pensent encore que nos parents et grand parents se sont battus pour obtenir tout cela. Ils se seraient même battus eux-mêmes, sans donner procuration à d'autres de le faire à leur place. C'est fou ! C'est fou d'imaginer que des êtres humains ont pu perdre du temps à se battre pour un truc qui marche si mal. Il ne devait pas y avoir de lanceurs d'alertes nourris au Bio à leur époque.

'Il y a des pays où les gens au creux des lits font des rêves. Ici, nous, vois-tu, nous on s'bat et nous on tue, nous on crève'

Est ce qu'on peut crever par procuration ?

Va bien falloir qu'on se batte et qu'on tue nous- mêmes, puisqu'on n'a pas les moyens financiers de se payer des mercenaires. Est-ce que c'est ça aussi la démocratie ? Pourquoi pas ?

En ce qui concerne le vote, les papiers fournis sont trop lisses et trop petits pour qu'on puisse s'en servir utilement. Et puis, il y a assez de procureurs partout, avides de procuration.

A méditer :

'La société de l'argent et de l'exploitation n'a jamais été chargée, que je sache, de faire régner la liberté et la justice.

Les Etats policiers n'ont jamais été suspectés d'ouvrir des écoles de droit dans les sous-sols où ils interrogent leurs patients.

Alors quand ils oppriment et qu'ils exploitent, ils font leur métier et qui-conque leur remet sans contrôle la disposition de la liberté n'a pas le droit de s'étonner que la liberté soit immédiatement déshonorée'

Albert Camus

extrait du livre -Albert Camus et les libertaires-
de Lou Marin
repris par JL Porquet
dans un article du journal *le Canard Enchaîné*
du mercredi 20 janvier 2010

BOYCOTTONS LES PRODUITS ISRAËLIENS

On peut toujours s'indigner du fait que l'Etat israélien conchie les résolutions de l'ONU et toutes les '*feuilles de route*' des '*négoiations de paix*'. On peut toujours pétitionner contre les accords d'association économique entre l'Etat sioniste et l'Union européenne ou contre ce que signifie l'entrée de ce même Etat dans l'OCDE. On peut toujours... mais jusqu'à présent, rien n'empêche.



En France, un Maire PS de Paris inaugure une place Ben Gourion et dit partager les mêmes valeurs que le fondateur d'Israël. La ministre de l'intérieur donne consigne de poursuivre les militants qui boycottent les produits israéliens sous le prétexte infamant de racisme et d'antisémitisme. La presse s'en tient à de prétendus reportages 'équilibrés' qui en disent moins sur le sort des palestiniens que certains journaux israéliens.

Dans ces conditions on peut donc se demander à quoi sert de s'adresser à ces Etats et organisations internationales qui, depuis 1948, n'ont cessé de légitimer la politique de conquête sioniste.

De notre point de vue, il n'y a rien à en attendre. Seul le rapport de force politique compte, qui intègre autant la lutte contre le sionisme lui-même que contre son pendant l'antisémitisme. Ce rapport de force politique inclut le soutien au peuple palestinien et le boycott des produits israéliens.

La conquête de la Palestine par les organisations politiques sionistes, de droite comme de gauche, ne fut pas seulement militaire. Elle fut aussi politique et idéologique.

Sur le versant militaire, comme tous les colonisateurs du

19^e siècle, français en Algérie, boers en Afrique du Sud, états-uniens contre les 'indiens'... pour s'emparer des territoires, les sionistes les ont vidés en repoussant les populations par la guerre et la terreur.

Versus politique, les peuples colonisés sont généralement présentés par les vainqueurs comme des 'sauvages' sans culture ni histoire, comme des peuples à civiliser. Comme tous les peuples colonisés, les palestiniens ont une culture et une histoire que le colonisateur s'efforce d'occulter ou de détruire. Les sionistes ont su arguer qu'ils étaient et restent un barrage contre les 'sauvages', que leurs 'sauvages' sont aussi les nôtres, version choc des civilisations.

Autrement dit que leurs 'arabes' sont aussi les nôtres. Ils nous disent ce qui se passe ici se passera chez vous. Rendant les palestiniens étrangers à leur terre, ils font mine de lutter contre l'invasion. L'écho résonne d'autant en France que la question coloniale n'est pas réglée. Certains parlementaires s'acharnent à faire reconnaître d'une manière ou d'une autre 'les bienfaits de la colonisation'. A chaque jet de pierre de l'Intifada, les images renvoient les révoltes dans les quartiers populaires. A chaque foulard, les images renvoient à la domination sur les femmes, quand ce n'est pas le ou la terroriste qui va faire péter un bus scolaire. Les sionistes ont su faire croire que l'Etat d'Israël était le 'gendarme du Proche-Orient'. Notre gendarme.

Peu importe que ce soit faux. Les USA n'ont pas de meilleurs alliés que les pays dont les gouvernements se réclament de l'Islam, Arabie, Emirats, Turquie, Egypte, Pakistan, Jordanie... De plus, sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, autre aspect idéologique, c'est interdiction de fait de toute critique de la colonisation sioniste.

Dans les faits, l'Etat sioniste installe de nouvelles colonies sur les terres palestiniennes, construit un mur, bombarde des populations civiles, maintient en prison des milliers de résistants palestiniens sans qu'aucune madone colombienne ne s'intéresse à eux, impose à la population de Gaza un blocus criminel avec la complicité européenne et égyptienne, empêche tout retour des réfugiés... Dans la réalité, comme dans tous les processus de colonisation, derrière le fatras idéologique, les sionistes s'installent, exploitent les ressources du pays et la main d'œuvre 'indigène'. Le symbole le plus connu de cette colonisation fut sans doute Jaffa et ses oranges.

Comme pour l'Afrique du Sud de l'apartheid et face à la complicité des dirigeants de ce monde, relayons partout la demande des ONG palestiniennes qui ont initié la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

Cette campagne a déjà commencé dans le monde, relayée par des collectivités locales et régionales, des associations, des organisations syndicales, politiques, religieuses... de Norvège, de Suède, de Belgique, du Royaume Uni, d'Irlande, des Etats-Unis, du Québec... Des Etats d'Amérique du Sud ont suspendu leurs relations avec Israël après l'agression contre Gaza.

Nous sommes solidaires des militants israéliens anticolonialistes qui pratiquent le boycott de l'intérieur et des anarchistes contre le mur. Par le boycott, exprimons notre solidarité avec le peuple palestinien, luttons contre les sionistes et nos gouvernements qui les soutiennent, emmerdons les antisémites !

Pour s'informer :

1 Gidéon Lévy : GAZA, articles pour Haaretz 2006-2009, La fabrique éditions, 2010.

2 Omar Barghouti : Boycott, Désinvestissement, Sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine, La fabrique éditions, 2010

3 Eyal Sivan : IZKOR les esclaves de la mémoire, un film documentaire. Momento DVD.

4 Eyal Sivan : Jaffa, la mécanique de l'orange, un film documentaire. DVD.

5 Eric Hazan et Eyal Sivan : Conférence-débat du 04 février 2010 à l'Auditorium de l'Abbé Grégoire de Blois, sur le site des *Amis de l'Egalité*.

PALESTINE - BANLIEUE

2 JUIN 2010

Ce soir, comme un peu partout dans le monde et en réaction à l'assaut meurtrier de la flottille humanitaire pour la population de Gaza par l'armée israélienne, nous avons participé à une manifestation de soutien à la Palestine. Qu'importe le nom de cette ville et dans quel pays elle se trouve, le récit qui va suivre ne verse aucune larme patriotique ou identitaire. Nous n'avons rien à préserver ni à produire localement pour la suite de cette soirée, à part ce texte plein de rage qui part perdant dans le paysage d'aujourd'hui pour ces raisons. Tant mieux, si le pouvoir pouvait s'éloigner d'ici aussi loin que

de nos vies.

'Si vous continuez, on va arrêter les manifestations !' balance quelqu'un de l'organisation aux personnes qui avancent devant librement, sans demander l'autorisation à personne. Nous sommes à quelques mètres de la gare. Plus très loin d'une rue commerçante. À une centaine de pas d'un quartier populaire.

Derrière, dans le cortège, une rumeur se répand. Les 'jeunes banlieusard(e)s ont des cailloux, ils vont casser des vitrines !'. Alors que les flics de la Bac commencent à se répandre autour de nous, la rumeur prend le pas sur les corps. Une partie des personnes s'arrêtent, laissant tout un groupe en proie facile pour les flics. Manoeuvre que nous pouvons laisser dans le doute à l'inconscient

des civilisé(e)s blanc(he)s de voir se faire traquer encore et encore les immigré(es).

Dans le discours, les choses sont là pour ne pas dire les mots, dissoutes dans un paquet de lessive qui rend propre la contestation, la lutte politique et syndicale traditionnelle et son racisme latent.

Les mauvaises intentions sont lancées avec une violence d'ordre coloniale inouïe. Nous sommes considéré(e)s comme des indigènes sans pensée, sans personnalité. Tout un panel de la grande Gauche nous donne alors sur le trottoir -toujours sur le trottoir-, des leçons sur la méthode de faire avec l'ingrédient réactionnaire de la démagogie du pouvoir : la peur. Du genre, '*si vous voulez faire la guerre, allez en Palestine !*', ou '*ce n'est pas ta manifestation !*' Aujourd'hui, descendre du trottoir, c'est commencer une guerre...

La peur de l'autre. La peur de descendre du trottoir. La peur de commencer une manifestation alors que des centaines de personnes sont rassemblées pour exprimer la même colère contre cette guerre qui se propage de la Palestine aux banlieues des villes européennes.

La peur à chaque coin de rue que l'engouement à crier '*Palestine vivra ! Palestine vaincra !*' nous amène à continuer notre route, à vider un supermarché de ses produits israéliens, à boycotter cet État terroriste au sens où il tue des civil(e)s, et à commencer à nous attaquer à notre propre gouvernement qui soutient cette politique de répression et de colonisation jusque dans nos vies.

Nous ne devons pas partir en manifestation ce soir. Nous devons rester sur le trottoir en attendant le prochain massacre. Mais beaucoup n'ont pas eu peur des menaces de la police. D'autres n'ont pas tourné au plus court, d'autres encore n'ont pas répondu aux mots d'ordre de se taire mais ont plutôt donné de la voix.

Il aura fallu atteindre un point critique, pas loin de la gare, d'une rue commerçante et d'un quartier populaire avec une pression policière plus forte et une rumeur courante dans les têtes que les cailloux sont dans les poches pour que tout ce monde fonde en arrière, vers le

début d'une manifestation qui n'aurait pas dû commencer.

Nous aussi, nous avons peur, mais celle-ci n'est pas appareillée à une organisation. C'est celle de voir, sous nos yeux, toute une frange de la résistance au colonialisme se faire enterrer par les bulldozers, se faire bombarder par des drônes, se faire encercler par des murs, se faire tuer par l'armée et par la police.

DES CANONS AUX TASERS.

DE LA PALESTINE AUX BANLIEUES.



Cette peur fait que notre rage n'est pas négociable. Ni notre envie de confronter partout cette peur à celle de l'État colonial, que bon nombre de personnes dans les organisations de soutien à la Palestine propagent d'elles-mêmes. Et qui deviennent, par à-coups, des auxiliaires de la police et des médias, allant jusqu'à ramasser quelques poubelles renversées et à en remettre les ordures sous les couvercles. Rien ne doit dépasser.

Après ce soir, nous pensons fortement que notre volonté d'agir ne peut pas s'arrêter à une prochaine manifestation déjà programmée, mieux encadrée par les forces de l'ordre et la bonne pensée occidentale.

'Si vous continuez, on va arrêter les manifestations !'. Leur solidarité s'arrête là où commence la nôtre. Quel sens a cette phrase vis-à-vis de notre résistance ?

Celle que nous pouvons continuer, sans attendre personne pour manifester, pour boycotter, pour saboter tout les rouages du colonialisme.

Si, dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos rues, il y a la peur d'une Intifada, les cailloux dans les poches, qui peut se retourner contre la domination blanche, c'est peut-être que de la Palestine à la Banlieue il n'y a qu'un pas.

GAZA, BANLIEUE DU MONDE !

DOUBLE PEINE

Nous ne pouvons ignorer les sujets qui nous sont imposés par une actualité que nous n'avons pas choisi. La question des retraites des salariés et non salariés est abordée, par la droite comme par la gauche, dans le cadre d'une logique productiviste.

La droite considère que tout est une charge pour le capital; les salaires comme l'ensemble du fonctionnement issu du salariat et de la lutte des classes. La gauche, quand elle se rappelle que ce ne sont pas des charges sociales mais du salaire différé, n'en tient pas moins un discours très semblable à celui de la droite.

La question des retraites, puisqu'il y a question, est traitée différemment de celle de l'assurance maladie (la sécu). Il apparaît évident que chacun cotise selon son salaire ou ses revenus, pour avoir droit à un traitement égal devant la médecine. Il ne viendrait à l'esprit de personne de faire payer plus l'accès aux soins à un cadre ou à un ministre, parce qu'il gagne plus qu'un salarié. C'est la mutualisation des soins (sans rentrer dans le détail des mutuelles et assurances complémentaires), selon le principe : chacun paye selon ses revenus, chacun reçoit selon ses besoins ; et tant mieux pour celui qui paye sans rien recevoir, c'est qu'il est en bonne santé.

Le système des retraites répond à une autre logique.

Déjà, en 1906 le sujet était abordé dans le journal *'la Guerre Sociale'* (*Édition les nuits rouges 1999 textes présentés par Raoul Vilette*). La retraite a été discutée selon deux axes en apparence opposés : la solidarité entre générations et sous une forme 'mutualisée', que l'on a baptisée 'retraite par répartition' ; et la retraite par capitalisation, où chacun ne touche, à l'arrivée, que ce qu'il a économisé et fait fructifier sur le marché boursier, avec les risques de tout perdre... comme l'ont constaté des millions de salariés aux USA !

Laissons de côté ces placements hasardeux où chacun pense être plus malin que son voisin, pour regarder la retraite par répartition.

Elle est la suite logique d'une activité salariale et calculée, pour le privé, sur les 25 meilleures années d'activité. Pas de chance pour le pauvre bougre qui s'est tué à des boulots de merde mal payés ; sa retraite va être le reflet de cette peine, où ceux qui bossent le plus sont le moins bien payés.

Jackpot pour le haut fonctionnaire ou le cadre qui, durant sa vie 'active', a disposé d'un gros salaire sans trop transpirer, et qui va prendre sa retraite en continuant à recevoir 4 à 6 fois plus que le smicard de service.

Qu'il y ait des écarts de revenus sur la période d'activité est déjà en soi un scandale quand on voit l'importance des différences entre les bas et les hauts salaires. Et cette situation inégalitaire et injuste a été renforcée par le fait que les organisations sensées représenter les salariés se battent plus pour des augmentations de salaire en pourcentage, plutôt que pour des augmentations forfaitaires identiques pour tous ; mais c'est une autre question !

Ces écarts existant durant la vie 'productive', qu'est-ce qui justifie qu'ils perdurent arrivé à l'âge du départ de cette vie de travail salarié ? Où se cache la répartition qui différencie théoriquement ce mode de retraite de la capitalisation ?

Est-ce dans le fait que c'est la génération en activité qui paye la capitalisation des uns et des autres ? 800 € pour les uns, 4000 € pour les autres ? Sur un simple plan comptable, il n'y a pas de différence entre les deux systèmes, si ce n'est le gros risque boursier. Mis à part ce gros risque, où est la répartition puisque chaque catégorie reçoit selon ce qu'elle a cotisé comme si elle avait capitalisé sur la génération suivante ? Il n'y a pas de mutualisation des retraites comme le sous-entend le terme de répartition.

Posons la question autrement. Nous avons dit que nous étions contre les écarts de salaires, chacun ayant besoin de manger, de se vêtir, de se loger, d'éduquer ses enfants, bref de vivre. Sauf à considérer qu'une classe a ce privilège et que les autres lui seraient inférieures et justes bonnes à devenir de la chair à béton ou à machines. Ces écarts de salaires et de revenus dans la production nous sont présentés comme le résultat d'une division des tâches, selon les compétences, les savoir-faire, les capacités à produire de la valeur ajoutée. Ce sont les arguments de la droite et de la gauche pour justifier ces inégalités !

Mais, une fois tout cela arrêté, une fois retiré du système productiviste actif, une fois à la retraite, qu'est-ce qui justifie que le général Machin touche beaucoup de fois plus d'argent que la caissière de casino ? Ces gens se sont déjà enrichis sur la misère humaine du temps où ils étaient en activité ; et il faudrait, maintenant qu'ils sont en retraite, qu'ils continuent à gagner plus sur l'argent de la collectivité ?

Un vrai système par répartition consisterait à répartir à part égale, entre tous, l'argent récolté par les versements des actifs. La même retraite pour tous, qu'ils soient ministres, présidents, chercheurs, chômeurs, employés de banque, ouvriers ou paysans.

Nous n'avons aucun moyen à notre disposition pour calculer quel serait le montant de ce revenu, mais nous savons que pour les pauvres, ce serait une belle amélioration.

Il est toujours révoltant d'entendre ceux qui touchent beaucoup de fois les minima sociaux, dire qu'on peut vivre avec 800 € par mois. Tout le reste n'est que mensonges et tripatouillages.

Dès que l'on sort de la logique productiviste, on trouve des solutions égalitaires et justes !

AVIS DE PASSAGE = AVIS DE DÉCÈS DE NOTRE LIBERTÉ !

Ce qui suit n'est pas une plaisanterie. Quand vous trouverez dans votre boîte aux lettres un papier écrit en tout petit, parlant de *Liberté - Égalité - Fraternité* avec, en un peu plus gros *République française*, en plus gros encore *Ministère de l'Intérieur*, suivi en encore plus gros de *l'outre-mer et des collectivités territoriales*, le tout suivi en énorme des mots *Avis de passage*, il conviendra d'ouvrir l'œil !

La République, par l'intermédiaire de son ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, a mandaté une patrouille de la brigade de gendarmerie d'un petit bled de Sologne. Il est stipulé sur cet avis : *Militaires composant la patrouille*. Puisque militaires il y a, c'est donc bien la preuve que nous sommes en guerre, celle qui vient fouiller dans notre intimité. Pourquoi ?

Nos militaires en patrouille (Nos, car ils sont payés avec nos euros) n'ont pas la trouille. Ils s'aventurent sur un terrain pas tout à fait inconnu puisque d'autres patrouilles sont déjà venues repérer les lieux et fureter dans cette zone. En fait, ce n'est pas un relais de chasse ou la demeure d'un cotisant au CAC 40 en Sologne, mais plutôt une maison qui se trouve sur un chemin peu fréquenté et loin du boulanger, en lisière d'un bois, sans grands murs, barbelés ni caméras. Qui souhaite habiter dans cette zone de non-droit ne peut qu'être suspect !

Nos militaires avancent en regardant partout où pourrait se cacher le dangereux cas social, pour constater des faits : *Clés sur la porte d'entrée*.

Ce simple fait, très louche, aurait plutôt dû les rassurer car la maison est tout simplement habitée par des gens qui sont présents à l'intérieur de chez eux. Autre constat, les quidams qui vivent là ont garé leur voiture dans la cour en laissant le poste auto-radio en marche. Une main experte a même pu constater que le capot du véhicule du suspect est encore tiède. Notre patrouille militaire a dû s'assurer auprès du fichier des cartes grises qu'elle est bien la voiture des suspects qui habitent les lieux.

En face de l'intitulé remarque ou suggestion, nos militaires constitués en patrouille écrivent.

Remarque au singulier induit qu'une seule remarque par avis est possible : *Il serait bon de ne pas laisser traîner vos clés*.

Nous avons pris le temps de vérifier le sens du mot traîner : baguenauder, calomnier, charrier, déplacer, différer, dormir, durer, emporter, entraîner, errer, fainéanter, lambiner, musarder, muser, remorquer, rôder, se promener, s'éterniser, supporter, survivre, tarder, temporiser, tirer, traîner, traîner, pendre jusqu'à terre, pendiller, durer trop longtemps, flâner, être trop lent, s'attarder, tirer derrière soi, déplacer péniblement, emmener quelqu'un de force, emmener partout avec soi.

Une remarque aussi pertinente doit être le fruit d'une observation détaillée du terrain de manœuvre !

Est-ce que des clés sur la serrure de la porte d'une maison dont elles ouvrent et ferment le mécanisme ne sont pas à leur place et existe-t-il une meilleure place pour

des clés ? Est-ce que la clé de contact d'une voiture sur le contact de la même voiture, 'traîne' ? Est-ce que toutes ces clés 'traînent' comme de vulgaires chiens errants ou comme des petits beurs bronzés désœuvrés ?

N'est-ce pas plutôt la patrouille militaire qui traîne là où personne ne lui demande rien ? Au fait, est-ce que personne ne lui demande rien, à cette patrouille ?

Après coup de fil indigné et réprobateur des locataires de la maison auprès de l'autorité militaire compétente, il apparaît que c'est la mairie qui fournit à cette autorité la liste des maisons à surveiller, sans que leurs occupants n'aient demandé quoi que ce soit et n'aient été tenus informés de cette décision. Après enquête auprès de la mairie en question, il s'avère qu'il s'agit ici encore d'un mensonge éhonté, personne n'a fourni de liste à la soldatesque !

Prévenir les voleurs ? Dans cette grande Sologne, il ne manque pas de demeures et de domaines riches et vastes qui regorgent d'objets de valeur accumulés par des générations de profiteurs et d'escrocs en col blanc. Ces domaines privés sont entourés de murs, de barbelés, de systèmes de surveillance et de caméras, gardés par des cerbères et du petit personnel de maison.

Pourquoi les surveiller, eux qui ont les moyens de protéger leurs biens ?

La sécurité des possédants n'est pas en danger. Il s'agit plus exactement d'exercer une surveillance accrue là où y a marginalité. Et quoi de plus marginal que de choisir de s'installer loin de tout commerce, au bord d'un chemin, dans une maison sans mur d'enceinte ni caméra, pour vivre à poil.

Un vieil adage policier dit : *'Qui n'a pas peur des voleurs doit-être voleur lui-même.'* Ce n'est pas une plaisanterie : tout doit être transparent.

Il faut que chacun intériorise qu'un ministère de l'intérieur a pour fonction tous les intérieurs. L'intérieur de votre maison comme l'intérieur de votre tête. Tolérance Zéro ! Tout doit être transparent.

Quoi de plus naturel aussi que de ressentir l'intrusion de cette patrouille comme un viol ? Une seule signification à tout cela : les locataires ne sont pas transparents, ils ont sûrement quelque chose à cacher pour protester contre cette surveillance.

Est-il bien raisonnable qu'à l'heure où beaucoup de gens rêvent d'étaler leurs vies intimes devant les caméras des plateaux TV, d'autres aient choisi délibérément de vivre au fond d'un bois dans une maison ouverte aux quatre vents ?

La première devise de la révolution de 1789, celle dont certains ont gommé le sens, est - Liberté - Égalité - Fraternité, ou la mort -.

Vous ne le savez peut-être pas, mais c'est pour votre bien que le pouvoir la remplace par : - Surveillance - Transparence - Obéissance, ou la prison -

NB : Renseignez vous auprès de votre mairie, elle détient peut être la liste des maisons à surveiller.

RENDEZ-VOUS EN JUIN 2010

Rencontre avec le journal CQFD qui souhaite discuter avec celles et ceux qui s'intéressent aux sujets traités par la presse libre, permettant ainsi d'accéder à une toute autre information que celle distillée par les médias complices des pouvoirs.

C'est le **Jeudi 24 Juin à 19h**
au café **LIBER'THÉS**, 21 avenue Wilson à Blois

INFO PRISONS

L'association BAN PUBLIC a-religieuse, adogmatique et apolitique, a pour but de favoriser la communication sur les problématiques de l'incarcération et de la détention, et d'aider à la réinsertion des personnes détenues.

Par son nom, BAN PUBLIC se veut un lien symbolique entre le dedans, caché parce qu'infâme aux yeux du monde, et le dehors qui ne sait pas, ou n'accepte pas, son reflet, son échec. Nous voulons ouvrir les portes et les yeux, afin que la prison devienne l'affaire de tous.

<http://prison.eu.org/>

GÜLER ZERE EST MORTE

Güler Zere s'est éteinte vendredi 07 mai vers 16h50 (heure turque) dans le quartier d'Armutlu à Istanbul, des suites d'un long combat contre le cancer de la bouche. Prisonnière politique pendant 14 ans pour son appartenance au mouvement marxiste DHKP-C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), elle est morte de l'incurie des autorités pénitentiaires et de l'Institut médico-légal qui l'ont laissée agoniser en captivité, à petit feu, sachant qu'elle était légalement libérable pour raisons de santé.

L'an dernier, après quatre mois de campagne intensive pour sa libération, l'opinion publique progressiste turque et internationale était parvenue à contraindre les autorités turques de la faire libérer. Le 6 novembre 2009, elle bénéficia en effet de la grâce présidentielle grâce à ces pressions démocratiques.

A peine sortie de prison, elle participa aux rassemblements de solidarité avec les prisonniers malades organisés chaque vendredi dans la rue Istiklal à Istanbul. Mais le mois dernier, son état de sa santé s'est subitement détérioré.

Dans l'une de ces dernières lettres, elle écrivait d'ailleurs :

'Ils m'ont abandonnée sur les berges de la mort. Ils ont usurpé mon droit à la vie en me donnant le droit de mourir dehors. Je n'oublierai pas. Et dire qu'il y a encore des prisonniers malades.'

Elle est morte à l'âge de 38 ans, le cœur empli d'amour et d'espoir en des lendemains meilleurs, entourée de ses amis et camarades...

FAISONS DE LA PUB POUR NOS AMIS, CAR PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !

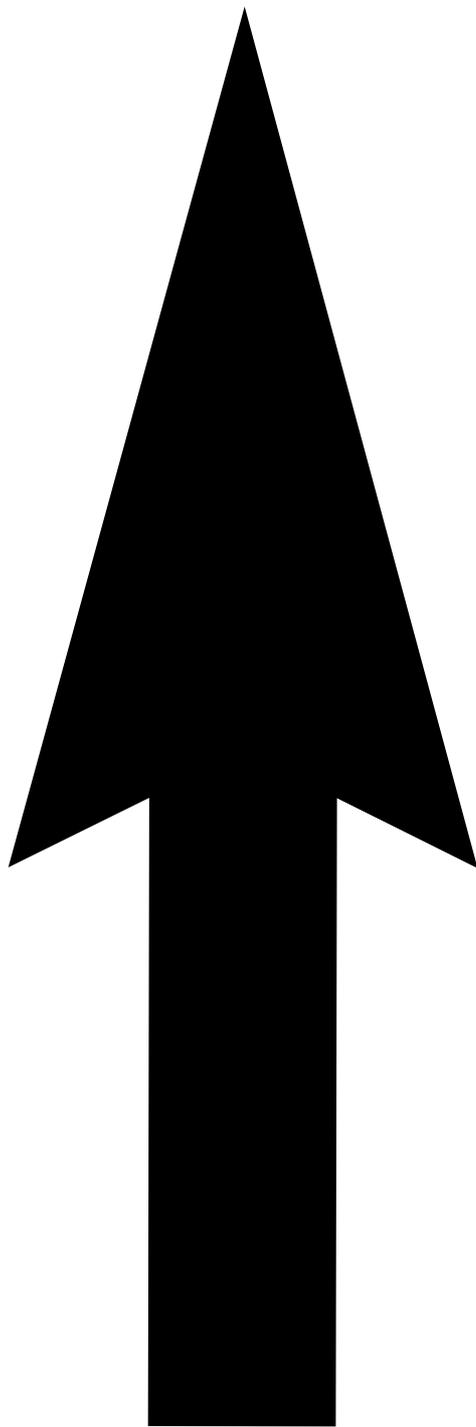
LE SARKOPHAGE - *Journal d'analyse politique - contre tous les sarkozymes* <http://www.lesarkophage.com>

- *Informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations, ...* <http://resistons.lautre.net>

DU SANG, DE LA CHIQUE ET DU MOLLARD ! - *Contre le fichage ADN, pour contrer l'utilisation de l'ADN en justice* <http://adn.internetdown.org>

Z, JOURNAL ITINÉRANCE. *Dans le n°3 : panoramique des usines en lutte d'Amiens et ses alentours, et bien d'autres sujets d'actualité* <http://www.zite.fr>

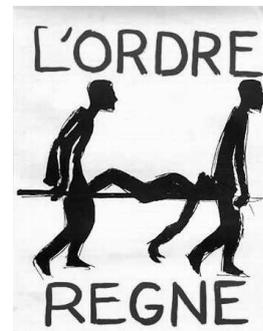
CQFD, *ce qu'il faut dire, détruire, développer. Mensuel de critique sociale.* <http://cequifautdetruiure.org>



ICI

une caméra de vidéo surveillance

ous repérez une caméra de vidéo-surveillance...A reproduire et coller partout où vous repérez une caméra de vidéo-surveillance...A reproduire et coller partout où vous repérez



POLICE PARTOUT, JUSTICE COMPLICE !

C'est parce que nous avons tous en nous une idée de la justice et de l'injustice que cette question ne peut pas nous laisser indifférents.

Les **16 et 17 octobre 2010** se tiendront à BLOIS (Loir et Cher) les traditionnels *Rendez-vous de l'Histoire*. Sous l'égide d'intellectuels, et présidé par Robert Badinter, ce rassemblement bavera sur le thème de la JUSTICE et sur la misère du bas monde.

A nous d'affirmer haut et clair que leur vision de leur justice n'est pas la nôtre. A nous de nous battre pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique à tous ceux qui sont embastillés pour leur refus de coopérer avec cette société. Que les détenus soient basques, corses, français à double nationalité, apatrides, ou simplement humains...

A nous de nous battre contre l'emprisonnement des sans-papiers dans des camps de regroupement où l'état les concentre.

Pas de tri sélectif ! Libération sans condition de tous les sans papiers.

A nous d'obtenir la levée de tous les contrôles judiciaires imposés à des gens qui ne sont pas jugés, leurs dossiers étant vides. Libération des prisonniers d'Action Directe. L'État a amnistié et libéré bien d'autres personnes ayant du sang sur les mains, comme ceux de l'OAS et Mr Papon. La bataille contre toutes les formes de prisons, pour leur destruction, est au centre de la lutte pour une justice digne de ce nom.

Plus de 800 000 gardes à vue en 2009, cela fait 2200 gardes à vue par jour dans l'arbitraire le plus total et l'humiliation la plus complète.

Nous avons beaucoup à dire et à faire sur ce sujet. Il est dit que la justice était aveugle, mot banni du vocabulaire. Sa vraie nature est plutôt justice mal voyante. A nous d'œuvrer pour nous faire entendre tous ensemble.

Nous vous proposons de le faire ensemble, à Blois, les Samedi 16 et Dimanche 17 Octobre prochains.

C'est pour cela que nous avons constitué un Collectif provisoire pour mener cette bataille. Chacun avec sa propre démarche, dans un cadre commun, pour nous faire entendre face à un ennemi commun. Si cette initiative vous semble importante, devenez-en les acteurs et les organisateurs !

contact : collectifrvh@yahoo.fr